

Les calmes squatters de la rue des Caves

Ils ont occupé
ce coin de Sèvres
il y a dix ans
Y ont vécu. Rêvé.
S'y sont installés.
Sans perdre
leurs attaches locales.
Un roman...

« **A**UJOURD'HUI nous prenons les maisons, demain la ville. » C'était en 1972. La révolution était à l'ordre du jour et l'utopie au coin de la rue. Dix ans plus tard, les occupants de la rue des Caves sont toujours là, à deux pas du centre de Sèvres (Hauts-de-Seine). Ils n'ont pas pris la ville, mais ils ont gardé les maisons et sont prêts, pour les conserver, à faire la part des choses : « *Pour négocier avec un promoteur, c'est un handicap d'être squatters ; nous sommes prêts à être réalistes* », disent désormais la plupart d'entre eux.

Négocier avec le promoteur ! Une telle hypothèse aurait valu à son auteur, voilà douze ans, un véritable lynchage idéologique, si l'on peut dire. Elle est aujourd'hui au centre des discussions. Saisissant raccourci de la dérive qui a conduit ces enfants de mai 68 de la révolte à la ruse.

L'on a du mal à imaginer que cette petite rue paisible qui grimpe à flanc de colline ait pu être la terre promise des marginaux de tous poils et de toutes obédiences. Rien ne distingue vraiment la rue des Caves que le charme désuet de ces ruelles moussues vouées le plus souvent à la démolition. Des pans de murs

ébréchés, une fenêtre ouvrant sur le vide, un jardin que l'on devine. Une dizaine de maisons de deux ou trois étages aux façades fatiguées la bordent de façon discontinue. Tout semble un peu figé, comme en sursis.

Mais l'on vous ouvre la porte sur des logements douillet, chaleureux, hospitaliers, où flotte ici un air d'opéra en sourdine, là l'odeur du café dégusté au fond d'une cour ensoleillée... Impression fugitive de s'être trompé de film, ou d'adresse... Où est cette communauté bruisante de rêves et d'audaces ?

C'est pourtant là que l'histoire a commencé. Les cinq premiers occupants se sont installés à la fin de 1971. Enfants de familles sévriennes, encore lycéens ou à peine étudiants, ils respectent les formes et négocient avec la municipalité de gauche fraîchement élue la possibilité d'occuper à titre précaire et moyennant un loyer très modique l'une des maisons de la rue des Caves, désaffectée pour cause de rénovation. La tête pleine des promesses de 68, ces cinq pionniers instaurent d'emblée un mode de vie communautaire, ils abattent des cloisons, optent pour le dortoir plutôt que pour la chambre individuelle et mettent en commun leurs ressources.

La fascination est immédiate chez bon nombre de jeunes de la ville, copains de fac ou de lycée qui étouffent dans le giron familial et rejettent la société « pourrie ». Au printemps 1972, ils sont déjà une cinquantaine ; la municipalité a lâché une seconde, puis une troisième maison. A l'été, ils sont une centaine et ne demandent plus l'autorisation d'élargir leur territoire : les maisons vides, ils les occupent. Pour trois jours ou pour trois mois, peu importe.

Marx, Freud et Lacan

« *On efface tout et on recommence* » est en effet la règle permanente de ces insoumis de l'an 01, qui veulent changer la vie tout de suite, ici et maintenant. Marx ne répond plus ? Ils appellent Freud et Lacan à la rescousse. Le gauchisme s'essouffle ? Ils inventent l'autonomie. Les couples craquent ? Vive le groupe ! Les étudiants s'embourgeoisent ? Tant pis, on reconstruira le monde avec les fous, les femmes et les paysans du Larzac. Les voisins enfin s'indignent, pétitionnent, dénoncent le bruit, la crasse, la drogue ? C'est normal, on ne fait pas la révolution sans casser des œufs !

Cela durera trois ou quatre ans. Tout ce que ces années ont compté de mythes, d'énergies nouvelles – d'impasses aussi

– fut ici expérimenté ou du moins discuté à perdre le souffle dans un tourbillon d'arrivées, de départs, de conflits et de passions... (1).

Mais la réalité, tenace, se chargea de dégriser les acteurs du happening. Brutalement d'abord. Car à force d'être ouverte à tous les vents, la rue des Caves menaçait un beau jour de basculer dans la délinquance pure et simple : vols, trafics divers, viols et bagarres... Il fallut défendre les maisons, non contre les rénovateurs de la municipalité trop occupés à reconstruire le centre ville, mais contre les « loubards » ; il fallut créer des lois, fermer les portes, installer des verrous, filtrer les nouveaux arrivants, faire sa propre police en somme.

Dur réveil pour des libertaires. Mais question de survie qui fit prendre conscience à beaucoup de leur attachement à ce lieu : « *A partir de 1976-1977, raconte Yann, 30 ans, aujourd'hui chercheur en sociologie, on a commencé à se dire : on va rester* ». Ils avaient occupé les maisons, ils ont commencé à s'y installer, à se les approprier, à redistribuer l'espace sur la base plus durable des affinités personnelles.

Depuis, les travaux n'ont pas cessé, et ils ont eux-mêmes refait les toitures, retapé ou remonté des murs, posé des parquets, installé des sanitaires, voire le chauffage central dans certaines maisons. Au total, une somme d'aménagements considérable qui, au fil des ans, légitime leur présence : « *Nous assumons des responsabilités identiques à celles de propriétaires* », disent-ils, et le mot de « squatter » les fait bondir : « *Nous avons investi trop de temps et d'argent ici pour nous reconnaître dans l'image du gars qui arrive avec son matelas et sa bougie et qui attend les flics.* »

Mais légitimité n'est pas légalité, et le problème est posé depuis plusieurs années d'une « normalisation » de la situation. Denis, 33 ans, chargé de cours de droit à l'université, qui se veut pourtant un « utopiste acharné », le reconnaît sans détours : « *Depuis dix ans, ça pèse de tout devoir régler nous-mêmes. Il était nécessaire de trouver une structure juridique et économique extérieure.* »

Dès 1979, ils prennent contact avec la société d'H.L.M. Emmaüs, qui a conduit plusieurs opérations originales, notamment en matière d'habitat autogéré. Appuyés par la municipalité dirigée depuis peu par un jeune maire communiste, Roger Fajnzylberg, les discussions permettent lentement de fixer un cadre général : un programme de réhabilitation expérimental reposant sur un par-

REPORTAGE

- fut ici expérimenté ou du moins discuté à perdre le souffle dans un tourbillon d'arrivées, de départs, de conflits et de passions... (1).

Mais la réalité, tenace, se chargea de dégriser les acteurs du happening. Brutalement d'abord. Car à force d'être ouverte à tous les vents, la rue des Caves menaça un beau jour de basculer dans la délinquance pure et simple : vols, trafics divers, viols et bagarres... Il fallut défendre les maisons, non contre les rénovateurs de la municipalité trop occupés à reconstruire le centre ville, mais contre les « loubards » ; il fallut créer des lois, fermer les portes, installer des verrous, filtrer les nouveaux arrivants, faire sa propre police en somme.

Dur réveil pour des libertaires. Mais question de survie qui fit prendre conscience à beaucoup de leur attachement à ce lieu : « *A partir de 1976-1977, raconte Yann, 30 ans, aujourd'hui chercheur en sociologie, on a commencé à se dire : on va rester* ». Ils avaient occupé les maisons, ils ont commencé à s'y installer, à se les approprier, à redistribuer l'espace sur la base plus durable des affinités personnelles.

Depuis, les travaux n'ont pas cessé, et ils ont eux-mêmes refait les toitures, retapé ou remonté des murs, posé des parquets, installé des sanitaires, voire le chauffage central dans certaines maisons. Au total, une somme d'aménagements considérable qui, au fil des ans, légitime leur présence : « *Nous assumons des responsabilités identiques à celles de propriétaires* », disent-ils, et le mot de « *squatter* » les fait bondir : « *Nous avons investi trop de temps et d'argent ici pour nous reconnaître dans l'image du gars qui arrive avec son matelas et sa bougie et qui attend les flics.* »

Mais légitimité n'est pas légalité, et le problème est posé depuis plusieurs années d'une « normalisation » de la situation. Denis, 33 ans, chargé de cours de droit à l'université, qui se veut pourtant un « *utopiste acharné* », le reconnaît sans détours : « *Depuis dix ans, ça pèse de tout devoir régler nous-mêmes. Il était nécessaire de trouver une structure juridique et économique extérieure.* »

Dès 1979, ils prennent contact avec la société d'H.L.M. Emmaüs, qui a conduit plusieurs opérations originales, notamment en matière d'habitat autogéré. Appuyées par la municipalité dirigée depuis peu par un jeune maire communiste, Roger Fajnzylberg, les discussions permettent lentement de fixer un cadre général : un programme de réhabilitation expérimental reposant sur un par-

tage du travail ; la société d'H.L.M. se chargerait des structures et du gros œuvre, les occupants prendraient à leur charge la rénovation et l'aménagement intérieurs, moyennant une compensation en matière de loyers.

Après trois ans de lenteurs administratives, techniques et financières, il ne reste plus qu'à passer à l'acte : Emmaüs, devenu propriétaire des lieux, a obtenu le permis de construire indispensable ; quant aux occupants, la victoire de l'opposition lors des récentes élections municipales ne leur laisse guère d'autre choix que de se mettre d'accord avec les H.L.M.

Le dialogue n'est évidemment pas facile, ni pour les H.L.M. qui doivent tenir un équilibre financier, respecter des normes ou mettre au point des dérogations, ni pour cette communauté d'une centaine de personnes habituée à gérer elle-même son habitat et qui entend préserver son mode de vie. Mais il paraît possible dès lors que le promoteur entend « *négozier en confiance* » et que les occupants réclament de payer des loyers.

Un kaléidoscope d'expériences

Alors ? Rangés, les utopistes des années folles ? Fatigués les héros ? On pourrait le croire à entendre Yann constater lucidement : « *D'une certaine façon, on n'a plus l'énergie de porter ce passé. Gagner ce pari de légaliser une situation illégale, gagner ce jeu par rapport à la loi, c'est ce qui reste de la phase conquérante.* » A quoi Thierry, 25 ans, répond fiévreusement : « *Ce qu'on demandait, c'est l'impossible, et moi je le demande toujours. Je n'ai pas envie de vieillir dans ce lieu.* » Thierry, peintre qui vient de faire sa première exposition de tableaux, vit encore dans le provisoire : il doit jouer les gardiens de musée occasionnels pour gagner sa vie.

Terrain de toutes les aventures il y a dix ans, la rue offre un condensé, un kaléidoscope de toutes les réponses apportées depuis. L'enracinement dans la vie locale, en particulier. Car c'est un trait surprenant de la rue-des-Caves : ses premiers occupants étaient originaires de Sèvres ; ses habitants actuels le sont encore en majorité, et n'ont jamais complètement rompu leurs attaches locales.

Non seulement ils ont participé activement aux discussions et conflits déclenchés par la rénovation du centre ville, mais bon nombre de leurs initiatives ont maintenant pignon sur rue : la coopérative d'alimentation d'Eddy tient boutique dans la Grande Rue et compte

mille sept cents familles adhérentes ; le journal de Sèvres et Meudon *Qui vive ?* est animé bénévolement depuis dix-huit mois par Denis et Luc (animateur de formation) ; l'association de jazz de Bruno, Musiques tangentes, avec ses cours particuliers ou collectifs d'instruments, ses ateliers pour enfants, réunit déjà cent cinquante adhérents et complète de manière originale les enseignements du conservatoire municipal ; une autre association, Manivelle, fait de l'initiation à la vidéo dans les écoles de Sèvres.

Enfin, dans la vieille cordonnerie désaffectée depuis des années, en haut de la rue, un café-lieu de rencontre et d'animation va bientôt ouvrir ses portes. Pour Denis : « *Ce foisonnement d'activités, la personnalité des gens, leur pratique artistique, peinture, musique, cinéma, théâtre... C'est tout cet ensemble qui fait la richesse du quartier et qui permet de garder sa part à l'utopie. C'est important, sinon il ne resterait plus que l'économique et le logement...* »

Au-delà de ce bouillonnement, une convivialité discrète - proximité sans promiscuité, - une solidarité presque tribale, continuent de traverser la communauté de la rue des Caves, d'en nouer les fils et d'en dénouer les crises. La privatisation progressive des logements, la formation de nombreux couples, la diversité des itinéraires des uns et des autres, tout cela a estompé, mais non gommé, ce qu'il y a de commun entre eux, à commencer par la mémoire de ce lieu où ils sont passés ensemble de l'adolescence à l'âge adulte : une quinzaine d'enfants vivent aujourd'hui rue des Caves et plusieurs y sont nés.

Et tous parlent de la rue comme d'un formidable terrain d'expérimentation, comme d'un tremplin qui leur a permis de trouver leur orbite personnelle : l'avantage économique de vivre là leur a donné le loisir de tâtonner et le temps de rentrer dans la vie par des chemins de traverse, ceux de la création artistique, de la recherche universitaire ou de la communication sociale.

N'auraient-ils réussi que cela, déjà l'on pourrait croire gagné le défi lancé il y a douze ans : « *Nous voulons vivre, pas survivre.* » Ils en ont, en prime, fait un roman, avec ses personnages et ses désillusions, ses passions, ses rebondissements, sa durée même. ■

GÉRARD COURTOIS.

(1) Le n° 19 de *Recherches* (20 bis, rue Hippolyte-Maindron, 75014 Paris, tél. : (1) 542-67-10) paru en 1975, réalisé par trois des « squatters », dont deux habitent encore rue des Caves, relate cette période.